SEANCE DU CONSEIL DU 02 JUIN 2014

Présents :

M. BOUCHAT, Bourgmestre
MM. PIERARD, NGONGANG, GREGOIRE, Mme BURON, Mme PIHEYNS,
Echevins
M. DE MUL Président CPAS
MM. HANIN, LESPAGNARD, FRERE, Mme DEMASY, Mme COURARD, Mme
LESCRENIER, DALAIDENNE,
DESERT, Mme BONJEAN-PAQUAY, Mme PONCIN-HAINAUX, Mme MAROT-
LOISE, SALPETEUR,
LEMPEREUR, MOLA, CHARPENTIER, Mme MBUZENAKAMWE, COLLIN, Mme
CALLEGARO, Conseillers
M. LECARTE, Directeur général

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

SEANCE PUBLIQUE :

1. Direction financière – Compte communal 2013 - Approbation

LE CONSEIL, A L'UNANIMITE, approuve aux montants ci-après le compte communal pour l'année 2013 :

1. COMPTE BUDGETAIRE

Résultat budgétaire Ordinaire : 6.375.210,00 €
Extraordinaire : - 336.114,20 €

Résultat comptable Ordinaire : 6.913.265,79 €
Extraordinaire : 9.451.947,44 €

2. COMPTE DE RESULTAT

Boni d'exploitation : 2.636.113,86 €
Boni exceptionnel : 1.824.045,12 €
Mali de l'exercice : 4.460.158,98 €

3. BILAN

ACTIF 115.083.350,12 €
PASSIF 115.083.350,12 €

2. Direction financière – Budget communal 2014 - Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire N°1 - Approbation.

a) Modification Budgétaire ordinaire n°1

LE CONSEIL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le budget ordinaire est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la	28.970.776,61	27.374.027,96	1.596.748,65
Précédente modification			
Augmentation des crédits (+)	3.429.085,66	490.758,46	2.938.327,20
Diminution des crédits (-)	-53.880,00	-294.375,28	240.495,28
NOUVEAU RESULTAT	32.345.982,27	27.570.411,14	4.775.571,13

b) Modification Budgétaire extraordinaire n°1

LE CONSEIL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le budget extraordinaire est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la	9.377.867,00	9.377.867,00	0,00
Précédente modification			
Augmentation des crédits (+)	3.134.459,06	3.134.459,06	0,00
Diminution des crédits (-)	-1.493.417,00	-1.493.417,00	0,00
NOUVEAU RESULTAT	11.018.909,06	11.018.909,06	0,00

3. Direction financière - CPAS - Compte 2013 - Approbation

Monsieur DE MUL, Mesdames LESCRENIER et BONJEAN se retirent lors du vote.

LE CONSEIL, A L'UNANIMITE, approuve le Compte 2013 du CPAS

	SERVICE	SERVICE
	ORDINAIRE	EXTRAORDINAIRE
1. Droits constatés pour le C.P.A.S.	9.303.493,24	4.797.731,01
Non-valeurs et irrécouvrables		
Droits constatés nets	9.303.493,24	4.797.731,01
Engagements	-8.894.744,39	-5.091.242,70
Résultat budgétaire de l'exercice		
Positif	408.748,85	
Négatif		-293.511,69
2. Engagements	8.894.744,39	5.091.242,70
Imputations comptables	-8.875.191,39	-3.236.546,07
Engagements à reporter	19.553,00	1.854.696,63
3. Droits constatés nets	9.303.493,24	4.797.731,01
Imputations	-8.875.191,39	-3.236.546,07
Résultat comptable de l'exercice		
Positif	428.301,85	1.561.184,94
Négatif		

4. Direction financière - CPAS - Budget 2014 - Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire N°1 - Approbation

LE CONSEIL,

a) Modification Budgétaire ordinaire n°1

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget du CPAS doivent être révisées;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le budget ordinaire du CPAS est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget du CPAS est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la précédente modification	9.241.517,08	9.241.517,08	0.00
Augmentation des crédits (+)	581.455,67	431.455,67	150.000,00
Diminution des crédits (-)	-150.000,00	0,00	-150.000,00
NOUVEAU RESULTAT	9.672.972,75	9.672.972,75	0.00

b) Modification Budgétaire extraordinaire n°1

LE CONSEIL,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau II reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget du CPAS doivent être révisées;

DECIDE A L'UNANIMITE

Le budget extraordinaire du CPAS est modifié conformément aux indications portées au tableau II et le nouveau résultat du budget du CPAS est arrêté aux chiffres figurant au tableau I ci-après :

SELON LA PRESENTE DELIBERATION			
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial ou la précédente modification	2.632.628,75	2.632.628,75	0.00
Augmentation des crédits (+)	912.573,74	612.573,74	300.000,00
Diminution des crédits (-)	-300.000,00	0,00	-300.000,00
NOUVEAU RESULTAT	3.245.202,49	3.245.202,49	0.00

5. **Personnel – Direction financière commune Ville/CPAS – Directeur financier f.f. – Compte de fin de gestion - Approbation**

Vu l'article L-1124-22 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

LE CONSEIL, A L'UNANIMITE, approuve le compte de fin de gestion établi, le 31 mars 2014, entre Madame Martine MATHIEU, Directeur financier et Monsieur Laurent CHAMBERLAND, Directeur financier faisant fonction et donne quitus de gestion à Monsieur Laurent CHAMBERLAND, Directeur financier sortant.

6. **Finances - Marché public commun Ville/CPAS - Financement des investissements extraordinaires 2014 - passation du marché et approbation du cahier spécial des charges.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux attributions du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la délibération du Conseil communal du 01 juillet 2013 décidant de passer un marché public pour financer les investissements extraordinaires 2013 et approuvant le cahier spécial des charges, lequel précisait qu'il était possible de faire usage de l'article 17§2, 2b permettant au pouvoir adjudicateur d'attribuer au prestataire de service choisi, des services nouveaux consistant dans la répétition de services similaires ;

Vu la délibération du Conseil communal du 07 avril 2014 décidant de faire usage de cette possibilité ;

Attendu toutefois que si certaines clauses du cahier spécial des charges étaient remaniées, il en résulterait une plus grande efficacité et un gain de temps conséquent pour l'administration ;

Attendu toutefois que cette modification nécessite un changement des conditions spécifiées dans le cahier spécial des charges de sorte qu'il est impossible de conserver un projet de base similaire au marché en cours tel qu'imposé par la loi;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de passer un nouveau marché ayant pour objet le financement des investissements extraordinaires de la commune et du CPAS pour l'exercice 2014 ;

Considérant que le montant estimé, taxe sur la valeur ajoutée comprise, du marché dont il est question à l'alinéa qui précède est établi comme suit : 5.300.000,00 € pour la commune et 1.380.000,00 € pour le CPAS ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'annuler sa décision du 07 avril 2014 décidant de répéter le marché public de l'année 2013 ;

De passer un marché – dont le montant total est estimé à 6.680.000,00 € tva comprise – ayant pour objet le financement des investissements extraordinaires de la commune et du CPAS.

Le marché dont il est question sera passé par appel d'offre ouvert avec publicité au niveau européen et sera régi en outre par les dispositions énoncées au cahier spécial des charges annexé à la présente délibération.

7. Personnel - Cadre et organigramme - Mise à jour

A) Cadre du Personnel - mise à jour

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil Communal du 7 juillet 2003, approuvée par Monsieur le Ministre de la Région Wallonne le 28 juillet 2003, fixant le cadre du personnel communal et ce, à partir du 1er janvier 2003 ;

Revu la délibération du Conseil Communal du 3 mai 2010, approuvée par Monsieur le Ministre de la Région Wallonne le 10 juin 2010, modifiant le cadre du personnel par l'adjonction de deux emplois de promotion de Chef de division A3 et 2 emplois de promotion d'attaché(e) spécifique A3sp ;

Revu sa délibération du Conseil Communal du 4 juillet 2011, approuvée par Monsieur le Ministre de la Région Wallonne le 8 septembre 2011, modifiant le cadre du personnel des travaux (Partie Technique et Ouvriers – Partie Administrative) et fixant les conditions de recrutement d'agent technique et d'ouvrier qualifié D1 ainsi que les conditions de promotion d'agent technique en chef, de cinq brigadiers et d'ouvrier qualifié D1 ;

Revu la délibération du Conseil Communal du 6 février 2012, approuvée par Monsieur le Ministre de la Région Wallonne le 15 mars 2012, modifiant le cadre du personnel par l'adjonction d'un infirmier gradué social ou spécialisé en santé communautaire ;

Considérant qu'il s'avère indispensable de prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer la continuité des services et d'intégrer le personnel contractuel dans la politique de la commune tout en préservant l'équilibre budgétaire de la commune ;

Considérant que les attributions de la commune n'ont cessé de se multiplier, en raison de l'évolution de la société mais également en raison de compétences amplifiées en matière de proximité et de nouvelle citoyenneté et en raison de modifications de législations imposées par les autorités supérieures ;

Considérant que la commune a créé des nouveaux services permanents notamment dans le domaine de la petite enfance, de la jeunesse, de la culture, des nouvelles technologies, de l'environnement, du tourisme,... pour répondre aux aspirations durables du citoyen et aux modifications de législations imposées ;

Considérant que le personnel contractuel employé dans les services dont la durée est limitée dans le temps ou conditionnée au maintien de subvention doit bénéficier d'un cadre spécifique ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Région Wallonne modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation intégrant un nouveau schéma organisationnel au niveau des administrations locales et provinciales dans le but d'adapter le fonctionnement de celle-ci ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le cadre du personnel en fonction de son évolution, sachant que ce dernier n'a plus été revu de manière globale depuis janvier 2003 ;

Considérant que la Division Enfance Jeunesse est devenue la Division Education Enfance suite à une réorganisation importante en terme de management de ces différents départements en conservant dans ses attributions la petite enfance de 0 à 3 ans et l'enfance de 3 à 12 ans et en ajoutant l'interface Enseignement en prévoyant un poste de Coordination de niveau 1 visant à régulariser l'emploi temporaire tel que décidé par la délibération du Conseil Communal du 1er juillet 2013 en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant que suite à la réorganisation de l'ancienne Division Enfance Jeunesse, une nouvelle Division est à l'étude à savoir la Division Jeunesse Culture Sport qui reprend les attributions des plus de 12 ans, la Culture, le Sport et en prévoyant un poste à créer de Chef de Division A3 et de deux postes de responsable, postes de responsable qui devront faire l'objet d'une décision éventuelle ultérieurement, tenant compte de l'évolution de cette nouvelle Division mais aussi des finances communales ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place une nouvelle structure tenant compte d'une nouvelle hiérarchie en fonction des départements de la Division Aménagement du Territoire, en prévoyant un poste de niveau master et que le service accumule un retard important dans la gestion des dossiers toujours plus importants et complexes, notamment toutes les enquêtes publiques exigées par la Région Wallonne et en tenant compte aussi de l'évolution d'une partie de l'effectif qui arrive doucement en fin de carrière en prévoyant un poste de Bachelier et/ou Master pour le département Urbanisme visant à régulariser l'emploi temporaire tel que décidé par la délibération du Conseil Communal du 2 septembre 2013 en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de promotion de Chef de Bureau Administratif A1 en remplacement du poste de Chef de service Administratif C3 pour la Division Aménagement du Territoire qui permettra d'avoir un lien de coordination avec le Chef de Division et la responsabilisation du département des grandes infrastructures en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de promotion de Chef de Bureau Administratif A1 en remplacement du poste de Chef de service Administratif C3 pour la Division Administration Centrale pour la Gestion des Ressources Humaines commun Ville /CPAS qui permettra la mise en place d'une synergie entre les deux entités et de confirmer les économies d'échelle en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de niveau baccalauréat B1 pour le service Communication Presse visant à régulariser l'emploi temporaire tel que décidé par la délibération du Conseil communal du 1er juillet 2013 en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de niveau baccalauréat pour le Service Population Etat Civil tel que décidé par la délibération du Conseil communal du 2 septembre 2013 en compensation des mises à la pension dans le service, motivé par le fait que l'effectif global reste inchangé et visant à régulariser l'emploi temporaire décidé par la délibération du Collège communal du 25 novembre 2013, tout en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de niveau baccalauréat B1 en remplacement du poste du niveau baccalauréat D6 pour le poste de Responsable Formation dans le département TIC dans la Division NTIC & Proximité en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de niveau baccalauréat B1 en remplacement du poste de Chef de service administratif de niveau C3 suite à la mise à sa pension pour le poste de Responsable du service du Cabinet du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer un poste de niveau master A1 en remplacement du poste de Chef de service administratif de niveau C3 pour le poste de Coordination des différents départements du Service Finance-Recette qui permettra d'avoir un lien de coordination avec le Directeur financier unique Ville/CPAS en précisant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un poste de niveau master A1 pour le Service Développement Economique, le plan stratégique transversal et le tourisme tel que décidé par la délibération du Conseil communal du 4 mars 2013 décidant de s'impliquer dans la démarche de nouvelle gouvernance du Plan Stratégique Transversal (PST) ;

Considérant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de l'ensemble de ces modifications qui ont été intégrées au budget 2014, approuvées par la Tutelle le 9 janvier 2014, dans le respect des de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne

Considérant l'annexe 13 du budget 2014 relative au « mouvement du personnel et plan d'embauche » mettant en évidence la stabilité de l'effectif du personnel de la Ville ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir l'organigramme fonctionnel de l'ensemble du personnel communal tel que prévu à l'article L1211-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable du Comité de Direction du 8 janvier 2014 et du 5 février 2014 marquant son accord sur l'organigramme fonctionnel de l'ensemble du personnel communal ;

Vu la décision du Collège communal du 3 février 2014 marquant son accord sur le cadre et sur cet organigramme ;

Vu l'organigramme fonctionnel de tous les services arrêté par le Conseil communal positionnant correctement toutes les fonctions en rapport avec les responsabilités de chacun ;

Vu l'accord du Comité de négociation du 17 février 2014 ;

Considérant que suite à des compléments d'informations, il y a lieu de tenir compte de la situation socio-économique en reportant la discussion sur les postes à créer comme le Directeur général adjoint, le Chef de Bureau Administratif au niveau du service population et l'attaché spécifique au sein de la Division Travaux Patrimoine ;

Considérant que le libellé Cabinet du Bourgmestre n'est pas adapté à la situation de notre administration et qu'il y a lieu de le corriger par Secrétariat du Bourgmestre ;

Considérant que la Division Jeunesse-Culture et Sport est en phase de construction et qu'il y a lieu pour l'instant de ne pas prévoir de poste de Chef de Division et de responsables à créer ;

Considérant que ces modifications devront être examinées dans les prochains mois et devront être représentées dans le respect du processus décisionnel à savoir la négociation syndicale, le Conseil Communal et la Tutelle ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour le cadre et l'organigramme en tenant compte de ces justifications pour ne pas bloquer l'ensemble du processus ;

Vu l'accord des organisations syndicales;

En statuant en séance publique ;

DECIDE A L'UNANIMITE

A) De modifier le cadre du service du personnel communal comme suit et ce, à partir du 01 janvier 2014 :

GRADES LEGAUX

GRADE	EHELLE	NBRE EMPLOIS
Directeur général		1
Directeur financier unique		1

DIVISION ADMINISTRATION CENTRALE

1 - DIRECTION GENERALE

Il regroupe les départements suivants

Secrétariat des Echevins , Secrétariat Général, Ressources Humaines, Juridique, Préparation du Budget.

Organigramme Fonctionnel	GRADE	EHELLE	NBRE EMPLOIS
Coordination	Chef de Division	A3	1
Responsable	Chef de Bureau Spécifique	A1SP	1
Ressources	Chef de Bureau	A1	1

Humaines	Administratif		
Auxil .Principal de Direction	Gradué(e) spécifique	B1	1
Auxiliaire de Direction	Employé(e) d'administration	D6	5
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	1

2 - SERVICE FINANCE & RECETTE

Il regroupe les départements suivants :

Préparation & Exécution du Budget, Recette, Contrôle des ASBL, Marchés publics, Taxes, Horodateurs,

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Coordination Recette / Taxes	Chef de Bureau Administratif	A1	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	3
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	3
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D1	4

3 - SERVICE SECRETARIAT DU BOURGMESTRE

Il regroupe les départements suivants :

Sécurités & Préventions, Permanences sociales, Développement Economiques, Centre Ville, Communication, Cellule Animation, Tourisme

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Responsable Economie / PST	Chef de bureau Administratif	A1	1
Responsable	Gradué(e) Spécifique	B1	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	1
Responsable	Chef de bureau Administratif	A1	1
Employé(e) Communication	Employé(e) d'administration	B1	1
Info-Graphiste	Info-Graphiste	D7	1

4 - SERVICE POPULATION, ETAT CIVIL, ETRANGERS

Il regroupe les départements suivants :

Population, Etat-Civil, Etrangers

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Responsable	Chef de service Administratif	C3	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	5
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	4

DIVISION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Il regroupe les départements suivants :

Grandes infrastructures, Urbanisme, Environnement

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Responsable	Attaché(e) spécifique	A3SP	1
Responsable	Chef de Bureau Administratif	A1	1
Responsable	Gradué(e) spécifique	B1	1
Responsable	Gradué(e) spécifique	B1	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	2
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	3

DIVISION TRAVAUX PATRIMOINE

SERVICE TRAVAUX – PATRIMOINE

Il regroupe les départements suivants :

Energie – Prévention – Sécurité, Techniques Voiries-Patrimoine, Technique Cadre de Vie, Administratif, Technique Régies Asbl Enseignement

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Directeur des travaux	Premier Attaché(e)	A4SP	1
Conseiller en prévention	Chef de Bureau administratif	A1	1
<u>Agent technique en chef</u>	Agent technique attaché	D9	1
Auxiliaire Principale de Direction	Gradué(e) spécifique	B1	1 Fonction à créer
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	2
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	3
Agent Technique	Agent Technique	D7	4
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	3

<u>Chef d'équipe</u>	Brigadier(ère)	C1	5
Ouvrier(ère) qualifié(e)	Ouvrier(ère) qualifié(e)	D1	12
Ouvrier(ère) non-qualifié(e)	Ouvrier(ère) non-qualifié(e)	E2	42
Personnel de Nettoyage	Auxiliaire Professionnelle	E1	36

DIVISION NTIC & PROXIMITE

Il regroupe les départements suivants :

Prévention, Social, TIC, Réseau et Télécom

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Coordination N.T.I.C & PROXIMITE	Attaché(e) spécifique	A3SP	1
Gestionnaire Réseau	Gradué(e) spécifique	B1	1
Responsable Formateur(trice)	Gradué(e) spécifique	B1	1
Assistant(e) Social(e)	Assistant(e) Social(e)	B1	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	2
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D1	1
Technicien(ne) informatique	Agent technique	D4	1
Responsable Jeunesse	Gradué(e) spécifique	B1	1

DIVISION EDUCATION ENFANCE

Il regroupe les départements suivants :

Interface Enseignement, Projets & Opérations, Relations avec Asbl communale Enfance, Petite Enfance Milieux d'accueil collectif, Petite Enfance Accueilantes conventionnées, Relations avec les Asbl Communales EPE, Enfance et Accueil extra scolaire

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Coordinat. Education - Enfance	Chef de Division ou	A3	1
Coordinat. Education - Enfance	Chef de bureau Administratif	A1	
Responsable Accueil Extra scolaire	Chef de Bureau Administratif	A1	1
Chef Equipe Enfance	Animateur(trice) Jeunesse	D6	1
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D6	3

Secrétariat	Employé(e) d'administration	D4	3
Animateur(trice)	Animateur(trice) Jeunesse	D4	1
Animateur(trice)	Animateur(trice) Jeunesse	D1	1
Responsable	Assistant(e) Social(e)	B1	1
Responsable	Assistant(e) Social(e)	B1	1
Responsable	Infirmière graduée sociale ou spécialité en santé communautaire	B1	1
Assistant(e) Social(e)	Assistant(e) Social(e)	B1	3
Puéricultrice	Puéricultrice	D2	7

SERVICE JEUNESSE + 12 ANS – CULTURE - SPORT

Il regroupe les départements suivants :

Activités et opérations communales, Interface avec les acteurs externes

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Employé(e)	Employé(e) d'administration	D4	1
Surveillant(e) Musique & Beaux arts	Employé(e) d'administration	D1	1
Employée bibliothèque	Employée bibliothèque	D1	1

B) De fixer les conditions par recrutement d'un(e) agent gradué(e) pour la Division Education Enfance 0-12 ans

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement du poste d'agent gradué(e) pour la Division Education Enfance 0-12 ans

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre Belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Etre titulaire au minimum d'un diplôme en baccalauréat dans le domaine des ressources humaines ou dans le domaine de l'éducation ;
7. Posséder une expérience minimum de 3 ans et une expérience probante dans les domaines concernés est un atout supplémentaire ;
8. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°,2°,3° et ci-dessus ;
9. Posséder une bonne connaissance du secteur de l'éducation et de l'enfance 0-12 ans ;
10. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et être en mesure de traiter tous les types de sujet ;

11. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités,...) et des institutions présentes sur le territoire ;
12. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1 ;
13. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;
14. Description de la fonction :

Assurer

- La cohérence générale et la coordination de la Division Education Enfance (0 à 12 ans)
- L'interface entre les différents départements tels que l'Enseignement, les relations avec l'ASBL communale Enfance et Jeunesse en Marche, la petite enfance, les milieux d'accueil collectif, les accueillantes conventionnées, les relations avec l'ASBL communale Espace Parents-Enfants, l'enfance et l'accueil extra-scolaire.
- L'interface entre la ville et les différentes ASBL extérieures œuvrant dans les domaines de l'éducation et de l'enfance.

15. La Commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du Jury.

16. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

C) De fixer les conditions par recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier et/ou Master pour le département Urbanisme dans la Division Aménagement du territoire

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier et/ou Master pour le département dans la Division Aménagement du Territoire

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B et d'une voiture ;
7. Etre titulaire d'un diplôme de niveau Bachelier et/ou Master ;
8. Posséder une spécialisation en développement territorial, aménagement du territoire est un atout supplémentaire ;
9. L'agent doit satisfaire durant toute sa carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°,5°,6° ci-dessus ;
10. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
11. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
12. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1 ;

13. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;

14. Description de la Fonction :

- Assurer sous le contrôle du Responsable du service, les demandes de permis d'urbanisme, le suivi et les délais d'octroi ;
- Assurer la gestion des dossiers de manière transversale et des matières du Service Aménagement du Territoire-Urbanisme afin de prêter main forte au remplacement d'un agent absent afin de pouvoir respecter les délais en vigueur ;
- Assurer dans une perspective d'avenir, après l'expérience acquise et les connaissances du terrain, le remplacement du responsable en son absence et le Management du service ;
- Assurer l'accueil du citoyen de manière empathique et accueillante pour communiquer de manière claire et précise les renseignements relatifs à l'aménagement du territoire et les procédures ;
- Pouvoir prendre des initiatives et des contacts avec les Administrations régionales concernées, les architectes et autres auteurs de projet, le demandeur...
- Pouvoir assumer des réunions avec des personnes extérieures aux services communaux ;
- Pourvoir donner un avis ou un rapport au Collège communal, à l'Echevin de l'Aménagement du Territoire et au Chef de service ;
- Etre disponible pour les collègues et avoir un esprit d'équipe ;
- Pourvoir s'adapter aux circonstances et aux changements rapides ;
- Pouvoir s'intéresser et participer à de grands projets d'avenir et porteurs PCA, RCU, schéma directeur, RUE,...
- Assurer des réunions de la CCATM ;
- Assurer des réunions en dehors des heures de service et les samedis ;
- Assister à des réunions en dehors de la Commune ;
- Etre capable de fournir un travail soigné, ordonné et méthodique.

15. La commission de sélection sera composée :

1. Un responsable de la Direction de l'Aménagement du Territoire
2. Un représentant du fonctionnaire délégué du territoire
3. Un représentant d'un autre service communale en Aménagement du Territoire

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du Jury.

16. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

D) De fixer les conditions par promotion pour le poste de Chef de Bureau Administratif pour le département Grandes Infrastructures pour la Division Aménagement du Territoire

D'arrêter comme suit les conditions de recrutement d'un(e) Chef de Bureau Administratif pour le département Grandes Infrastructures dans la Division Aménagement du Territoire

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;

5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B et d'une voiture ;
7. Etre titulaire au minimum d'un diplôme de niveau Bachelier ;
8. Posséder une formation en sciences administratives (3 modules) ;
9. Compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle C3 en qualité d'agent statutaire définitif dans le domaine correspondant aux qualifications requises ;
10. Avoir acquis la formation de Conseiller en mobilité dispensée par le SPW ;
11. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°,5°,6° ci-dessus ;
12. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
13. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
14. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement A1 ;
15. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;
16. Description de la fonction :

Assurer

- Sous le contrôle du Chef de Division Aménagement du Territoire, les demandes de permis uniques, d'environnement et les autorisations socio-économiques ;
- Sous le contrôle du Chef de Division Aménagement du territoire le suivi administratif des dossiers d'Aménagement du Territoire tels que les RUE, les PCA, schémas et plans directeurs divers, ...
- Sous le contrôle conjoint du Directeur des Travaux et du Chef de Division Aménagement du territoire, la gestion et la coordination administrative des dossiers de rénovation urbaine et rurale et les traiter de manière transversale entre le Service Aménagement du Territoire et le Service Travaux/Patrimoine ;
- Sous le contrôle du Directeur des travaux et en collaboration avec le Chef de division Aménagement du Territoire, la fonction de Conseiller en mobilité et gérer tous les dossiers s'y rapportant ;
- Sous le contrôle du Directeur des travaux, la gestion et le suivi administratif des projets subsidiés ;
- La gestion et le suivi de la politique communale du logement dans le cadre de l'ancrage communal : plans communaux du logement, suivi des projets communaux, ...
- Le secrétariat des Conseils Consultatifs mobilité, vélo, logements et cimetières ;
- La gestion des dossiers de manière transversale et les matières du service Aménagement du territoire afin de prêter main forte au remplacement d'un agent absent afin de pouvoir respecter les délais en vigueur ;
- L'accueil du citoyen de manière empathique et accueillante pour communiquer de manière claire et précise les renseignements relatifs à l'aménagement du territoire et les procédures ;
- Pouvoir prendre des initiatives et des contacts avec les Administrations régionales concernées, les architectes et autres auteurs de projet, le demandeur,...
- Pouvoir assumer des réunions avec des personnes extérieures aux services communaux ;
- Pourvoir donner un avis ou un rapport au Collège communal, à l'Echevin de l'Aménagement du Territoire, au Chef de service ;
- Etre disponible dans la mesure du possible pour les collègues et avoir un esprit d'équipe ;

- Pourvoir s'adapter aux circonstances et aux changements rapides ;
- Assurer ponctuellement des réunions en dehors des heures de service et les samedis ;
- Etre capable de fournir un travail soigné, ordonné et méthodique ;

17. La commission de sélection sera composée :

1. Un responsable de la Direction de l'Aménagement du Territoire
2. Un représentant du fonctionnaire délégué du territoire
3. Un représentant d'un autre service communale en Aménagement du Territoire

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

18. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

E) De fixer les conditions par promotion pour le poste de Chef de Bureau Administratif pour le département RH commun Ville/CPAS dans la Division Administration Centrale

D'arrêter comme suit les conditions de promotion à l'emploi d'un(e) Chef de Bureau Administratif pour le département RH Commun Ville/CPAS dans la Division Administration Centrale :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B et d'une voiture ;
7. Etre titulaire au minimum d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur (C.E.S.S.) ;
8. Posséder une formation en sciences administratives (3 modules) ;
9. Compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle C3 en qualité d'agent statutaire définitif dans le domaine correspondant aux qualifications requises ;
10. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°,5°,6° ci-dessus ;
11. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
12. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
13. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement A1 ;
14. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;
15. Description de la fonction :

Assurer

- La coordination et la responsabilisation des services Ressources Humaines de la Ville et du CPAS sous l'autorité des Directeurs généraux ;
- La gestion du cadre et la mise à jour permanente du statut administratif, du statut pécuniaire et du règlement de travail du personnel des deux entités ;
- La gestion des procédures pour les recrutements du personnel ;
- La gestion et la responsabilité des salaires ;

- La gestion et l'élaboration du budget communal partie personnel au niveau des deux entités ;
- La gestion du suivi des dossiers individuels du personnel au niveau du recrutement, de l'évolution de carrière et des promotions au niveau des deux entités (délibérations, contrats, disponibilités, délibérations de traitements,...) ;
- La gestion des plans d'aides à l'emploi (communaux, régionaux, fédéraux,..) ;
- La gestion de l'organisation et le suivi des Comités de négociations et de concertations syndicales ;
- La mise en place et le suivi des plans de formations ;
- La gestion et la mise en place des temps présences (horloge pointeuse) ;
- La gestion et la mise en place de l'interface CAPELLO au niveau de l'ensemble des dossiers de pension pour l'ensemble du personnel ;
- Développer des contacts avec les administrations voisines et l'autorité de tutelle ;
- La rédaction et la validation des rapports à destination du Collège communal ou du Conseil communal en matière de personnel tant au niveau du recrutement, des formations ,des dossiers disciplinaire sous l'autorité du Directeur général ;
- De se tenir au courant de l'évolution de la législation tant au niveau droit social, fiscal, régional, fédéral en rapport avec la fonction;

16. La commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

17. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx (date à déterminer) au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

F) De fixer les conditions de recrutement d'un(e) agent gradué(e) pour le département Communication dans le service du Secrétariat du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

D'arrêter comme suit les conditions d'accès à l'emploi d'un(e) agent gradué(e) pour le département Communication pour le service Secrétariat du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Etre titulaire du diplôme en communication minimum baccalauréat ;
7. Posséder une expérience minimum de 5 ans comme journaliste ;
8. Disposer d'une expérience probante dans le domaine correspondant aux qualifications requises est un atout supplémentaire ;
9. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1;2;3ci-dessus ;
10. Posséder une bonne connaissance du secteur des médias en Province de Luxembourg ;
11. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et être en mesure de traiter tous les types de sujet ;

12. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités,...) et des institutions présentes sur le territoire ;
13. Avoir une bonne connaissance des organismes étatiques, régionaux, provinciaux et communaux ;
14. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1 ;
15. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;
16. Description de la fonction :

Assurer

- La gestion du protocole :
 - Organisations, en collaboration avec les autres services de la ville ou acteurs de la vie marchoise, des réceptions officielles, des inaugurations ou des vernissages ;
 - Accueil des délégations protocolaires et des groupes officiels ;
- Informations générales :
 - Contact avec la presse : rédaction des communiqués de presse officiels de la ville, organisation des conférences de presse ;
 - Diffusion des avis aux riverains et aux commerçants sur base des mesures de police, des travaux en cours, des manifestations ;
 - Mise sur pied des réunions de concertation avec la population ;
- Communication thématique et événementielle :
 - Campagnes de communication thématiques telles que les plans de mobilité ou de stationnement, les grands événements culturels, sportifs ou festifs ;
 - Publications ;
 - Publication bulletin communal ;
 - Edition de l'agenda annuel des événements marchois ;
 - Publications spécifiques en vue des élections, de nouveaux services...

17. La commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

18. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx (date à déterminer) au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

G) De fixer les conditions de recrutement d'un(e) agent bachelier pour le service Population Etat Civil dans la Division Administration Centrale

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement d'un(e) agent bachelier pour le service Population Etat Civil dans la Division Centrale

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;

6. Etre titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat à orientation juridique ou à orientation en ressources humaines ;
7. Posséder une expérience probante dans les domaines concernés est un atout supplémentaire ;
8. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3° ci-dessus ;
9. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
10. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
11. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement D6 ;
12. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;
13. Description de fonction

Assurer

- Sous le contrôle du Responsable, coordonner la gestion administrative des différentes cellules du service Population ;
- Dans une perspective d'avenir, après l'expérience acquise et les connaissances du terrain, assurer le remplacement du responsable en son absence et le Management des services et lui faire rapport du suivi ;
- Avoir connaissance des dossiers du service « Etrangers » et pouvoir remplacer l'agent du service « Etrangers » lors de congé ou d'absence ;
- Assurer le suivi des dossiers de domiciliations, changements de domicile ; habitations insalubres, entrées, sorties et mutations internes ;
- Assurer l'encodage des données population en partage avec un autre agent ;
- Assurer la gestion administrative de la numérotation et la connaissance du logiciel informatique – image cadastrale ;
- Assurer le suivi des dossiers Pensions et Passeport ;

Cette définition de fonction peut être adaptée. Elle est évolutive en fonction des lois et réformes décidées par les Autorités compétentes (Différents services du Service Public Fédéral Intérieur, Mobilité..., Office des Etrangers...), de l'évolution du personnel.

14. La commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

15. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

H) De fixer les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier pour le département TIC en qualité de responsable des projets et des formations en TIC dans la Division NTIC & Proximité

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier pour le département TIC en qualité de responsable des projets et des formations en TIC dans la Division NTIC & Proximité

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Etre titulaire d'un diplôme de niveau Bachelier ;
7. Posséder une expérience communale de 4 ans dans les domaines des TIC et des formations est un atout supplémentaire ;
8. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°, 5° ci-dessus ;
9. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
10. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
11. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1 ;
12. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;

Description de la Fonction

Cette personne assiste le Chef de Division dans la gestion globale des TIC et notamment les différents projets et dossiers, les activités de formation...

A ce titre, elle aide à planifier, coordonner et assurer la réalisation des activités administratives et pédagogiques de ces différentes matières

- Planifier, organiser, coordonner les activités de l'EPN en concertation avec les animateurs multimédia ;
- Participer et représenter le service lors des différentes réunions ou présentations (plateforme partenariale, comité de suivi, réunion de projets, séminaires) ;
- Assurer la rédaction de divers documents tels que délibérations au Collège et au Conseil, syllabus, procédures, réglementation, bilan sur ses activités, rapport annuel, formalités administratives vis-à-vis d'organismes tiers ...
- Assurer la facturation et le suivi des paiements des prestations formatives et de location ;
- Assurer l'évaluation des besoins (analyse fonctionnelle) des différents services communaux ;
- Assurer avec l'équipe l'élaboration, l'organisation et l'animation à l'intention du/des public(s) cible(s), des activités de formation (objectifs pédagogiques, supports de cours) aux TIC ;
- Assurer des activités pédagogiques et donne son avis concernant les activités ; modulaires telles que définition du syllabus cadre, des objectifs pédagogiques, création de nouveaux cours et révision de programme ;
- Alimenter et gérer, en collaboration avec le service communication, le contenu des différents canaux médias de la Ville (Web, réseaux sociaux etc...) ;
- Coordonner les applications eGovernment (gestionnaire sécurité, applications métier, plone meeting, ..) ;

13. La Commission de sélection sera déterminée par le Conseil communal telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

14. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli

recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

I) De fixer les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier pour les départements Sécurité prévention et permanences sociales dans le service Secrétariat du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Bachelier pour les départements Sécurité prévention et permanences sociales dans le service Secrétariat du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B ;
7. Etre titulaire d'un diplôme de niveau Bachelier ;
8. Posséder une expérience communale de 4 ans dans le domaine correspondant aux qualifications requises ;
9. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1° ; 2° ; 3° ; 5° ; 6° ci-dessus ;
10. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
11. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
12. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement B1 ;
13. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;

Description de la Fonction

- Assurer, sous le contrôle du Bourgmestre, la coordination de la gestion administrative du Cabinet notamment en matière de Police, de sécurité, d'incendie, de logement, de publications ;
- Assurer la gestion de la correspondance et du suivi du courrier du Bourgmestre ;
- Assurer l'agenda du Bourgmestre et la coordination des diverses réunions et manifestations émanant du Cabinet du Bourgmestre ;
- Etre capable de fournir un travail soigné, ordonné et méthodique et disposer d'une bonne orthographe ;
- Etre capable d'initiative, d'organisation et d'autonomie tout en intégrant un service structuré exigeant des collaborations et une communication permanentes ;
- Pouvoir s'adapter aux circonstances et aux changements rapides ;
- Maîtriser les outils informatiques courants (traitement de texte, tableur, messagerie électronique,...) ;
- Pouvoir effectuer des recherches sur diverses thématiques et les synthétiser ;
- Pouvoir suivre et instruire des dossiers inscrits au Collège et au Conseil par le Cabinet ;

14. La Commission de sélection sera déterminée par le Conseil Communal telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal

15. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

J) De fixer les conditions par promotion pour le poste de Chef de Bureau Administratif pour le service Finances –Recette dans la Division Administration centrale

D'arrêter comme suit les conditions de promotion à l'emploi d'un(e) Chef de Bureau Administratif pour le service Finance-Recette dans la Division Administration Centrale :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B ;
7. Etre titulaire du diplôme de niveau baccalauréat spécifique en comptabilité ;
8. Posséder une formation en sciences administratives (3 modules) ;
9. Compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle B1 en qualité d'agent statutaire définitif dans le domaine correspondant aux qualifications requises ;
10. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1°, 2°, 3°,5°,6° ci-dessus ;
11. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
12. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
13. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement A1 ;
14. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;

Description de la fonction :

Assurer

- La gestion courante et la coordination dans le service Recette Finance ;
- la préparation du budget, des modifications budgétaires et ses annexes ;
- la préparation du compte et de ses annexes (vérification des grands livres, justification de la classe 4, concordance comptabilité budgétaire et générale,...) ;
- L'analyse du budget et du compte et établir les projections à moyen et long terme (grâce entre-autreS aux analyses de l'UVCW et de DEXIA) ;
- La responsabilité de la comptabilisation des écritures quotidiennes (écritures de recettes et de dépenses, opérations journalières, opérations diverses,...) ;
- La responsabilité de la gestion et la vérification des engagements budgétaires ;
- le suivi du tableau des investissements ;
- la responsabilité et la communication des avis et analyses financières diverses pour le Collège Communal et le Conseil Communal;
- La gestion des fabriques d'église (contrôle des dotations communales, vérification des budgets et comptes,...) ;
- La responsabilité du service « contrôle des asbl » ;
- Le remplacement du Directeur financier unique durant ses absences dans l'ensemble de ses missions ;

15. La commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

16. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposé contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx (date à définir), le cachet de la poste faisant foi.

K) De fixer les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Master pour les départements Développement Economique –Plan Stratégique Transversal – dans le service du Cabinet du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

D'arrêter le profil, le descriptif de fonction et les conditions de recrutement d'un(e) agent de niveau Master pour les départements Développement Economique –Plan Stratégique Transversal – dans le service du Cabinet du Bourgmestre dans la Division Administration Centrale

Les conditions de recrutement sont les suivantes :

1. Etre belge ou citoyen(ne) de l'Union européenne ;
2. Jouir des droits civils et politiques ;
3. Etre de conduite répondant aux exigences de la fonction ;
4. Etre âgé(e) de 18 ans au moins ;
5. Justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction ;
6. Disposer d'un permis de conduire au minimum B et d'une voiture ;
7. Etre titulaire d'un diplôme de niveau Master
8. Posséder une expérience de 4 ans au moins dans le domaine public en lien avec les qualifications requises est un atout supplémentaire ;
9. L'agent doit satisfaire durant toute la carrière aux conditions visées aux points 1° ; 2° ; 3° ; 5° ; 6° ci-dessus ;
10. Etre doté d'une communication aisée, tant écrite que verbale, et faire preuve de facilités relationnelles et communicationnelles envers les citoyens et l'ensemble du service ;
11. Posséder une bonne connaissance de Marche-en-Famenne et de sa région (tissu économique, associatif, activités, ...) et des institutions présentes sur le territoire est un atout supplémentaire ;
12. L'intéressé(e) bénéficiera de l'échelle de traitement A1 ;
13. Réussir une épreuve sous forme d'interview destinée à apprécier l'aptitude du (de la) candidat(e) à assurer les missions définies ;

Description de la Fonction

- Assurer le développement économique de la ville ;
- Participer à la plate-forme "Création d'activité du Forem" ;
- Accompagner les acteurs économiques locaux dans leur démarches d'e-commerce ;
- Assurer le rôle d'interface entre les acteurs touristiques locaux et l'Administration communale ;
- Assurer la participation de la Ville aux diverses initiatives des partenaires économiques (« les vendredis des entreprises », « journée du client », « Rendez-vous avec l'emploi » etc ;
- Assurer en étroite collaboration avec l'Intercommunale IDELUX, le renforcement des clubs d'entreprises au sein des parcs d'activités ainsi que la promotion du parc scientifique NOVALIS ;
- Veiller, en étroite collaboration avec la Cellule mobilité de la Ville, à l'intégration optimale de la mobilité dans les zones d'activités économiques ;

- Participer activement à la création d'un « pôle web » au sein du Complexe St François ;
- Soutenir activement la redynamisation commerciale du centre-ville ;
- Assurer la gestion des primes à la réouverture de cellules commerciales vides et à la modernisation d'un commerce existant ;
- Veiller en collaboration avec le responsable communication et le Centre de Support Télématique, à une communication optimale et transversale de la Ville, tant sur le plan interne qu'externe ;
- Veiller au travers de la cellule animation à la bonne mise en place d'animations diverses et d'évènements commerciaux (Marché de Noël, Festival de la musique, etc.) ;
- Assurer la coordination du Plan Stratégique Transversal et veiller en étroite collaboration avec le Collège et le CODIR, à sa bonne mise en œuvre.

14. La Commission de sélection sera déterminée par le Conseil telle que prévu à l'article 18 du Chapitre IV du statut administratif du personnel communal.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de désigner un observateur auprès du jury.

15. Les candidatures éventuelles, accompagnées d'un extrait de casier judiciaire et d'une copie du ou des diplômes demandés, pourront être adressées, sous pli recommandé à la poste ou déposées contre accusé de réception, à Monsieur le Bourgmestre, Boulevard du midi, 22 à 6900 MARCHE pour le xx/xx/xxxx au plus tard, le cachet de la poste, faisant foi.

B) Cadre du Personnel contractuel - mise à jour

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil communal du 2 décembre 2002, approuvée par Monsieur le Ministre de la Région Wallonne le 30 janvier 2003, fixant le cadre du personnel contractuel communal et ce, à partir du 1er janvier 2003 ;

Revu la délibération du Conseil communal de ce jour, fixant le cadre du personnel communal ;

Considérant qu'il s'avère indispensable de prendre les mesures qui s'imposent afin d'assurer la continuité des services et d'intégrer le personnel contractuel dans la politique de la commune tout en préservant l'équilibre budgétaire de la commune ;

Considérant que les attributions de la commune n'ont cessé de se multiplier , en raison de l'évolution de la société mais également en raison des compétences amplifiées en matière de proximité et de nouvelle citoyenneté et en raison de modifications de législations imposées par les autorités supérieures;

Considérant que la commune a créé des nouveaux services permanents notamment dans le domaine de la petite enfance, de la jeunesse, de la culture, des nouvelles technologies, de l'environnement, du tourisme,... pour répondre aux aspirations durables du citoyen et aux modifications des législations imposées ;

Considérant que le personnel contractuel employé dans les services dont la durée est limitée dans le temps ou conditionnée au maintien des subventions doit bénéficier d'un cadre spécifique ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Région Wallonne modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation intégrant un nouveau schéma organisationnel au niveau des administrations locales et provinciales dans le but d'adapter le fonctionnement de celles-ci ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le cadre du personnel en fonction de son évolution sachant que ce dernier n'a plus été revu de manière globale depuis janvier 2003 ;

Considérant que la Ville a veillé scrupuleusement à maintenir l'équilibre budgétaire de ces modifications et à intégrer celles-ci au budget 2014 dans le respect de la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et CPAS de la Région Wallonne ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir l'organigramme fonctionnel de l'ensemble du personnel communal tel que prévu à l'article L1211-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'avis favorable du Comité de direction du 8 janvier 2014 et du 5 février 2014 marquant son accord sur l'organigramme fonctionnel de l'ensemble du personnel communal ;

Vu la décision du Collège communal du 3 février 2014 marquant son accord sur cet organigramme ;

Vu l'organigramme fonctionnel de tous les services arrêtés par le Conseil communal positionnant correctement toutes les fonctions en rapport avec les responsabilités de chacun ;

Vu l'accord du Comité de négociation du 17 février 2014 ;

En statuant en séance publique ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De modifier le cadre du personnel contractuel qui est fixé comme suit à partir du 01 janvier 2014 :

DIVISION ADMINISTRATION CENTRALE

1 - DIRECTION GENERALE

Il regroupe le département suivant

Mesures judiciaires alternatives

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Employé(e) d'administration	Employé(e) d'administration	D4	1 contractuel

DIVISION NTIC & PROXIMITE

Il regroupe les départements suivants :

Prévention, Social, TIC et la section Cellule Animation

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Médiateur fédéral	Chef de bureau Administratif	A1	1 contractuel
Chef de projet	Chef de bureau Administratif	A1	1 contractuel

Animateur (trice)	Gradué(e) spécifique	B1	1 contractuel
Agent social	Employé(e) d'administration	D6	1 contractuel
Animateur (trice)	Employé(e) d'administration	D6	1 contractuel
Animateur(trice)	Employé(e) d'administration	D4	4 ape
Chauffeur	Employé(e) d'administration	D4	1 ape
Chauffeur	Ouvrier(ère)non-qualifié(e)	E2	1 ape
Animateur Centre Urbain	Employé(e) d'administration	D4	1 ape

DIVISION EDUCATION ENFANCE

Il regroupe les départements suivants :

Enfance et accueil extra scolaire

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Animateur(trice) (accueil extra scolaire)	Employé(e) d'administration	D1	6 ape

SERVICE JEUNESSE + 12 ANS – CULTURE - SPORT

Il regroupe les départements suivants :

Activités et opérations communales, Interface avec les acteurs externes

Organigramme Fonctionnel	GRADE	ECHELLE	NBRE EMPLOIS
Animateur(trice) sportif	Employé(e) d'administration	E2	1 ape

8. Pot d'Etain - Reprise définitive par la Ville - Résiliation de commun accord de la convention d'emphytéose et cession pour l'euro symbolique.
LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la convention du 30 novembre 2009, ainsi que l'avenant à cette convention conclu le 23 mars 2011 par laquelle la Ville a concédé à l'ASBL Royal Syndicat d'initiative de Marche-en-Famenne un droit d'emphytéose, d'une durée de 27 ans et moyennant un canon annuel d'1 €, sur le bien suivant :

Marche-en-Famenne –1e division – Marche :

Bâtiment appelé « Pot d'Etain », sis rue des Brasseurs n°7, cadastré section A n° 248/02F, d'une contenance de 105 m² ;

Attendu qu'à l'heure actuelle, plus aucun service du Royal Syndicat d'Initiative n'occupe les lieux ;

Qu'en outre, le bâtiment fait l'objet d'un projet de réhabilitation engendrant des travaux importants, dans lesquels la Ville a pris un engagement financier ;

Que compte tenu de ces éléments, le Royal Syndicat d'initiative propose de céder pour l'euro symbolique le bâtiment à la Ville qui en deviendra donc pleinement propriétaire ;

Que préalablement à cette cession, il convient de résilier le bail emphytéotique précité ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver la convention de résiliation de commun du bail emphytéotique et de son avenant, conclus respectivement en date du 30 novembre 2009 et du 23 mars 2011 entre la Ville et l'ASBL Royal Syndicat d'Initiative de Marche-en-Famenne, portant sur le bâtiment appelé « Pot d'Etain », sis rue des Brasseurs n°7 à 6900 Marche-en-Famenne, cadastré 1e division, Marche, section A n°248/02F, d'une contenance de 105 m², et la cession à titre définitif à la Ville pour l'euro symbolique de la pleine propriété de ce bâtiment.

De charger le Collège communal de la bonne exécution de la présente décision.

9. Proposition de vente au CPAS de la partie du bâtiment occupée par les services du cpas à l'Hôtel de Ville - Principe

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu la délibération du Collège communal du 12 mai 2014 décidant de suivre la proposition formulée le même jour par Madame le Directeur financier consistant en une transaction destinée à mettre fin au litige concernant l'échange de biens immobiliers entre le CPAS et la Ville ;

Attendu que suivant cette proposition, la Ville céderait au CPAS la propriété de la partie du nouvel Hôtel de Ville (estimée à 60%) qu'il occupe actuellement (estimation: 2.259.000€, subsides proportionnellement déduits), ce qui clôturerait l'échange de biens immobiliers entamé en 1999 par annulation du droit constaté litigieux (563.957,78€), étant entendu que la Ville prendrait à sa charge le rachat du bâtiment blanc du Complexe Saint-François à la SWDE et donc le rachat (valeur estimée : $1.900.000 / 3 = 633.000€$) des niveaux antérieurement occupés par le CPAS ;

Que de cet échange et de la compensation de droits constatés, subsisterait une soulte d'1.700.000€ au profit de la Ville ;

Que suivant la transaction proposée par Madame le Directeur financier, la Ville, dans l'intérêt de préserver la santé financière du CPAS, accepterait d'accorder au CPAS une remise de dette équivalente à la soulte, pour autant que cette décision mette définitivement fin au litige des droits constatés et pour autant que les frais de fonctionnement et d'occupation de la nouvelle aile de l'Hôtel de Ville, devenue propriété du CPAS, soient pris en charge par ce dernier ainsi que les frais de division et d'acte de base relatifs à ces échanges immobiliers ;

Attendu que par délibération du 19 mai 2014, le Collège communal a décidé, dans un premier temps et dans l'attente d'une prise de position officielle du CPAS sur la proposition de Madame le Directeur financier, de soumettre au Conseil communal le principe de la vente au CPAS de la partie du bâtiment qu'il occupe à l'Hôtel de Ville ;

DECIDE par 21 VOIX POUR et 2 ABSTENTIONS

Le principe de la vente au CPAS de la partie du bâtiment qu'il occupe à l'Hôtel de Ville, conformément à la proposition de transaction formulée par Madame le Directeur financier dans son rapport du 12 mai 2014 visant à mettre un terme définitif au litige entre la Ville et le CPAS concernant l'échange de biens immobiliers.

De charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

10. Renouvellement du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (2014-2017)

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu l'arrêté ministériel du 24/12/2013 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle d'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014 – 2017 ;

Vu la décision du Collège Communal du 24 février 2014 ;

Vu le plan présenté par le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Attendu que la Commune possède un Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention depuis 2007 ;

Attendu qu'il est demandé aux communes bénéficiaires d'établir un nouveau plan pour les 4 années de la convention ;

Attendu que le plan proposé doit faire l'objet d'une décision du Conseil Communal ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 :

De reconduire le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour la période 2014-2017.

Article 2 :

De soumettre le plan proposé par le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention à l'autorité fédérale.

11. Pays de Famenne - Médiation communale - Convention - Approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la décision du Collège Communal du 1er juillet 2013 ;

Vu le dossier présenté par le Pays de Famenne le 17 avril 2014;

Vu la décision du Collège Communal du 25 mai 2014 ;

Attendu que la Médiation Communale sera chapeauté par le Pays de Famenne et regroupera 6 communes ;

Attendu qu'il faut désigner une personne ressource au sein de l'administration de Marche-en-Famenne

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 :

D'accepter l'accord de collaboration ainsi que le règlement supra-communal présentés.

Article 2 :

De désigner Monsieur Charles-François PEZZIN comme personne ressource dans la gestion des dossiers de Médiation Communale pour Marche-en-Famenne.

12. Intercommunales - ORES Assets - Première Assemblée générale - Ordre du jour - Approbation

Le Conseil,

Considérant l'affiliation de la Ville de Marche-en-Famenne à l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la commune a été convoquée à participer à l'Assemblée générale du 26 juin 2014 par courrier daté du 22 mai 2014 ;

Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article 30.2 des statuts dispose que :

les délégués de chaque commune rapportent, chaque fois que le Conseil communal se prononce au sujet des points portés à l'ordre du jour de ladite Assemblée, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil communal ;
en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux commissaires ainsi que pour ce qui est des questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée;

Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver les points, ci-après, inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 26 juin 2014 de l'intercommunale ORES Assets :

Point 1 - Présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ;

Point 2 - Présentation du rapport du réviseur ;

Point 3 - Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et de l'affectation du résultat ;

Point 4 - Décharge aux administrateurs pour l'année 2013 ;

Point 5 - Décharge aux réviseurs pour l'année 2013 ;

Point 6 - Rapport annuel 2013 ;

Point 7 - Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés ;

Point 8 - Rémunération des mandats en ORES Assets ;

Point 9 - Nominations statutaires.

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée;

13. Intercommunales - BEP Crématorium - Assemblée Générale - Ordre du jour - Approbation

LE CONSEIL,

Vu l'affiliation de la Ville de Maeche-en-Famenne à la Société Intercommunale BEP Crématorium ;

Considérant que la Ville de Marche a été convoquée à l'Assemblée Générale du 24 juin 2014 par lettre du 23 mai 2014 avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces y relatives ;

Considérant l'ordre du jour de cette Assemblée, à savoir :

- Approbation du Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 décembre 2013.
- Approbation du Rapport d'activités 2013.
- Approbation du Bilan et Comptes du 2013.
- Décharge à donner aux Administrateurs.
- Décharge à donner au Commissaire Réviseur.
- Renouvellement du mandat de Réviseur - Attribution.

Considérant les dispositions du décret relatif aux Intercommunales wallonnes et les statuts de ladite Intercommunale ;

Considérant que la Ville de Marche-en-Famenne est représentée par 5 délégués à l'Assemblée Générale, et ce, jusqu'à la fin de la législature à savoir par :

- Monsieur Jean-François PIERARD
- Madame Mieke PIHEYNS
- Madame Marina DEMASY
- Madame Christine COURARD
- Monsieur Bertrand LESPAGNARD

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver les points portés à l'ordre du jour, à savoir:

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 décembre 2013

Le Rapport d'activité 2013

Le Bilan et les Comptes arrêtés au 31 décembre 2013

Donner décharge aux Administrateurs

Donner décharge au Commissaire Réviseur

De retenir l'offre du Cabinet Fallon, Chainiaux, Cludts, Garny & Co, représenté par Monsieur Olivier Ronsmans, pour les exercices 2014 à 2016 et fixer les émoluments au prix de 900 € HTVA non indexable pour la mission de type A et de 95 € HTVA non indexable pour les missions de type B (particulière)

D'adresser un exemplaire de la présente résolution à l'intercommunale BEP Crématorium

14. Intercommunales - Sofilux - Assemblée Générale - Ordre du jour - Approbation

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la commune/ville à l'intercommunale SOFILUX ;

Considérant que la commune a été convoquée à l'Assemblée générale du 23 juin 2014 par courrier daté du 22 mai 2014 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale ont été désignés parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition de chacun desdits Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que l'article L1523-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dispose :

- que les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent à l'Assemblée générale la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil ;
- qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, l'absence de délibération communale ou provinciale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée;

Considérant que le Conseil a reçu dans le délai statutaire la documentation relative aux points susmentionnés et a pu en prendre connaissance ;

Considérant que la commune souhaite, dans l'esprit du décret précité, jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 23 juin 2014 de l'intercommunale SOFILUX et partant :

Point 1 – Rapport de gestion, rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes

Point 2 – Présentation de Sofilux, de sa création à nos jours

Point 3 – Bilan et compte de résultats arrêtés au 31 décembre 2013, annexe et répartition bénéficiaire.

Point 4 – Décharge à donner aux Administrateurs et aux Commissaires pour l'exercice de leur mandat en 2013

Point 5 – Nominations statutaires

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération. Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée;

15. Terrienne du Luxembourg - Assemblées Générales ordinaire et extraordinaire - Ordre du jour - Approbation

a) LE CONSEIL,

Vu l'adhésion de la Ville à la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » ;

Vu la convocation du 29 avril 2014 de la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » à l'Assemblée Générale ordinaire du 20 juin 2014 ;

Attendu qu'il y a lieu de se prononcer sur l'ordre du jour de cette assemblée ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver l'ordre du jour, reproduit ci-dessous, de l'Assemblée Générale ordinaire de la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » prévue le 20 juin 2014.

1. Rapport du Conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2013 comprenant les comptes annuels et le rapport de gestion ;
2. Présentation des comptes annuels, lecture et approbation du rapport de gestion sur l'exercice 2013
3. Commentaires et rapport du Commissaire-Réviseur
4. Approbation des comptes annuels au 31/12/2013
5. Affectation du résultat
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Décharge à donner au Commissaire, la ScPRL LAFONTAINE DETILLEUX & Cie

- La présente délibération sera transmise à la SCRL « La Terrienne du Luxembourg

b) LE CONSEIL,

Vu l'adhésion de la Ville à la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » ;

Vu la convocation du 29 avril 2014 de la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 juin 2014 ;

Attendu qu'il y a lieu de se prononcer sur l'ordre du jour de cette assemblée ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver l'ordre du jour, reproduit ci-dessous, de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SCRL « La Terrienne du Luxembourg » prévue le 20 juin 2014.

1. Modification des statuts

- La présente délibération sera transmise à la SCRL « La Terrienne du Luxembourg

16. Holding communal - Assemblée générale - Ordre du jour - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la convocation du 16 mai 2014 à l'Assemblée générale des actionnaires du Holding communal SA – en liquidation, qui se tiendra le 27 juin 2014 à 14h00 à Bruxelles ;

Vu la possibilité, en l'absence de désignation d'un représentant, de donner procuration au liquidateur à savoir la SCRL QUINZ.

DECIDE A L'UNANIMITE

- de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du Holding communal SA – en liquidation qui se tiendra le 27 juin 2014 à 14h00 à Bruxelles;
- à défaut de désignation d'un représentant, de mandater QUINZ SCRL, liquidateur, représenté par Monsieur Benoît ALLEMEERSCH pour représenter la commune à l'Assemblée générale du Holding communal SA – en liquidation qui se tiendra le 27 juin 2014 à 14h00 à Bruxelles ;

17. Intercommunales - VIVALIA - Assemblée Générale - Ordre du jour - Approbation

Le Conseil,

Vu la convocation adressée ce 21 mai 2014 par l'Association Intercommunale VIVALIA aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 24 juin 2014 à 18h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX, Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Association intercommunale VIVALIA;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion;

DECIDE A L'UNANIMITE

de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale VIVALIA qui se tiendra le 24 juin 2014 à 18h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,

1. tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes, inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Association intercommunale VIVALIA qui se tiendra le 24 juin 2014 à 18h30 au CUP de Bertrix Route des Ardoisières, 100 à 6880 BERTRIX,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale de l'Association intercommunale VIVALIA du 24 juin 2014,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Association intercommunale VIVALIA, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale.

18. Urbanisme – Création logements chaussée de l'Ourthe – suppression d'une partie du chemin vicinal n°52 –approbation

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ;

Attendu que la Société Prologe ayant ses bureaux chaussée de Tirlemont 18a-31 à 4520 Wanze envisage de construire des immeubles à appartements chaussée de l'Ourthe à Marche ;

Attendu que pour permettre à ce projet de se réaliser, il y a lieu de supprimer une partie du chemin n°52 ;

Vu le plan dressé par la SPRL GEOFAMENNE de Beauraing, pour la suppression d'une partie du chemin n°52;

Vu l'avis favorable du commissaire voyer;

Attendu qu'une enquête publique a été réalisée du 11 au 28 avril 2014 et qu'aucune remarque ou observation n'a été reçue lors de la clôture de l'enquête ;

Attendu que le projet de construction permettra d'offrir à la population des logements de qualité et améliorera sensiblement l'esthétique de la chaussée de l'Ourthe ;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'approuver le plan dressé par la SPRL GEOFAMENNE de Beauraing, pour la suppression d'une partie du chemin n°52, repris à l'atlas des chemins.

Le dossier sera transmis au Service Patrimoine pour vente du terrain à la société Prologe.

19. Urbanisme – Rénovation de la salle de Aye – projet - approbation

LE CONSEIL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision de principe du Collège communal du 28 juin 2010 approuvant le marché "Transformation de la salle Saint Séverin à Aye" dont le montant initial estimé s'élève à 936.950,00 € TVAC, approuvant également les conditions du marché de conception ;

Vu la décision du Collège communal du 6 septembre 2010 relative à l'attribution du marché de conception pour ce marché à Burnon SPRL, rue des Armoiries 11/3 à 6900 Marche-en-Famenne ;

Considérant le cahier spécial des charges N°RR-201 4-1 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Burnon SPRL, rue des Armoiries 11/3 à 6900 Marche-en-Famenne ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 774.338,84 € hors TVA ou 936.950,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par DGOARNE - Développement rural, chaussée de Louvain 14 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 775.000,00 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 93001/723-60 (n° de projet 20120046) ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier est exigé. Le Directeur financier n'a pas encore donné son avis de légalité.

DECIDE A L'UNANIMITE

- D'approuver le cahier spécial des charges N°RR-2 014-1 et le montant estimé du marché "Transformation de la salle Saint Séverin à Aye", établis par l'auteur de projet, Burnon SPRL, rue des Armoiries 11/3 à 6900 Marche-en-Famenne. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 774.338,84 € hors TVA ou 936.950,00 €, 21% TVA comprise.

- De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

- De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante DGOARNE - Développement rural, chaussée de Louvain 14 à 5000 Namur.

- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 93001/723-60 (n° de projet 20120046).

- Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire .

20. Police - Communication d'ordonnances

Le Conseil, A L'UNANIMITE, ratifie les ordonnances de Police suivantes:

1. Les Baloûches di Marloye » - Kermesse sur le site de la Vieille Cense – Circulation interdite rue des Marronniers.
2. ON – Brocante organisée le dimanche 04 mai 2014 – Stationnement et circulation interdits Place Capitaine Mostenne et rue Jean Jadot le 04/05/2014.
3. Ecole communale de Humain – Jogging le 03 mai 2014 – Circulation interdite dans la rue « Les Ruelles ».
4. Mr Thierry DENIS (Vérandas 4 Saisons) – Essais de voiture de rallyes – Plateau du Gerny – 25 avril 2014.

Points en urgences

25. Intercommunales - AIVE - Assemblée générale ordinaire - Approbation de l'ordre du jour LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par lequel un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger » ;
Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat ;
Jean-François Piérard ;
Christian Ngongang ;
Nicolas Grégoire ;
Isabelle Buron ;
Mieke Piheyens
Stéphan De Mul ;
Philippe Hanin ;
Marina Demasy ;
Christine Courard ;
~~Pierrot Charpentier~~
Valérie Lescrenier ;
Samuel Dalaidenne ;
Olivier Desert ;
Carine Bonjean-Paquet
Lydie Poncin-Hainaux ;
Pascal Marot-Loise ;
Gaëtan Salpeteur ;
Martin Lempereur ;
Edmond Frère ;
Alain Mola ;
Jocelyne Mbuzenakamwe ;
~~Bertrand Lespagnard~~
David Collin ;
Laurence Callegaro ;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL

Vu la convocation adressée ce 23 mai 2014 par l'Intercommunale AIVE aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne ;
Vu les articles L1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 26, 28 et 30 des statuts de l'Intercommunale AIVE ;
Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;
Après discussion ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale AIVE qui se tiendra le 25 juin 2014 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale de l'AIVE du 25 juin 2014,

3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale AIVE, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 25 juin 2014.

26. Intercommunales - IDELUX - Assemblée générale ordinaire - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par lequel un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger » ;
Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat ;
Jean-François Piérard ;
Christian Ngongang ;
Nicolas Grégoire ;
Isabelle Buron ;
Mieke Piheyns
Stéphan De Mul ;
Philippe Hanin ;
Marina Demasy ;
Christine Courard ;
Valérie Lescrenier ;
Samuel Dalaidenne ;
Olivier Desert ;
Carine Bonjean-Paquet
Lydie Poncin-Hainaux ;
Pascal Marot-Loise ;
Gaëtan Salpeteur ;
Martin Lempereur ;
Edmond Frère ;
Alain Mola ;
~~Pierre Charpentier~~ ;
Jocelyne Mbuzenakamwe ;
~~Bertrand Lespagnard~~ ;
David Collin ;
Laurence Callegaro ;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL

Vu la convocation adressée ce 23 mai 2014 par l'Intercommunale Idelux aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne ;
Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 25, 27 et 29 des statuts de l'Intercommunale Idelux ;
Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;
Après discussion ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au

Quartier Latin à Marche-en-Famenne, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,

2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux du 25 juin 2014,

3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale.

**27. Intercommunales - IDELUX Finances - Assemblée générale ordinaire -
Approbation de l'ordre du jour**

LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par lequel un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger » ;

Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat ;
Jean-François Piérard ;
Christian Ngongang ;
Nicolas Grégoire ;
Isabelle Buron ;
Mieke Piheyns
Stéphan De Mul ;
Philippe Hanin ;
Marina Demasy ;
Christine Courard ;
Valérie Lescrenier ;
Samuel Dalaidenne ;
Olivier Desert ;
Carine Bonjean-Paquet
Lydie Poncin-Hainaux ;
Pascal Marot-Loise ;
Gaëtan Salpeteur ;
Martin Lempereur ;
Edmond Frère ;
Alain Mola ;
~~Pierre Charpentier~~ ;
Jocelyne Mbuzenakamwe ;
~~Bertrand Lespagnard~~ ;
David Collin ;
Laurence Callegaro ;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL

Vu la convocation adressée ce 23 mai 2014 par l'Intercommunale Idelux Finances aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne ;

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 23, 25 et 27 des statuts de l'Intercommunale Idelux Finances;

Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Après discussion ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux Finances qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux Finances du 25 juin 2014,
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux Finances, le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 25 juin 2014.

28. Intercommunales - IDELUX Projets publics - Assemblée générale ordinaire - Approbation de l'ordre du jour

LE CONSEIL

Vu l'article L1122-24, alinéa 1 et 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation par lequel un point peut être mis en discussion « dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger » ;
Que l'urgence est déclarée A L'UNANIMITE des membres présents, à savoir :

André Bouchat ;
Jean-François Piérard ;
Christian Ngongang ;
Nicolas Grégoire ;
Isabelle Buron ;
Mieke Piheyens
Stéphan De Mul ;
Philippe Hanin ;
Marina Demasy ;
Christine Courard ;
Valérie Lescrenier ;
Samuel Dalaidenne ;
Olivier Desert ;
Carine Bonjean-Paquet
Lydie Poncin-Hainaux ;
Pascal Marot-Loise ;
Gaëtan Salpeteur ;
Martin Lempereur ;
Edmond Frère ;
Alain Mola ;
~~Pierre Charpentier~~ ;
Jocelyne Mbuzenakamwe ;
~~Bertrand Lespagnard~~ ;
David Collin ;
Laurence Callegaro ;

Le point est inscrit à l'ordre du jour.

LE CONSEIL

Vu la convocation adressée ce 23 mai 2014 par l'Intercommunale Idelux – Projets publics aux fins de participer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne.

Vu les articles L 1523-2 et L1523-12 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et les articles 25, 27 et 29 des statuts de l'Intercommunale Idelux – Projets publics ;
Vu les documents de travail annexés à la susdite convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;
Après discussion ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. de marquer son accord sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux - Projets publics qui se tiendra le 25 juin 2014 à 10H00 au Quartier Latin à Marche-en-Famenne, tels qu'ils sont repris dans la convocation, et sur les propositions de décision y afférentes,
2. de charger les délégués désignés pour représenter la Commune par décision du Conseil communal du 04 février 2013 de rapporter la présente délibération telle quelle à l'Assemblée générale ordinaire d'Idelux – Projets publics du 25 juin 2014,
3. de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération et de déposer une copie conforme de celle-ci au siège social de l'Intercommunale Idelux,- Projets publics le plus tôt possible avant l'Assemblée générale du 25 juin 2014.

29. Urbanisme - IDELUX - ZAEI de Aye - Demande de permis d'urbanisme
LE CONSEIL,

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par la s.c.r.l. I.D.E.LUX ayant trait à l'aménagement du solde de la Zone d'Activités Economiques et Industrielles de AYE sur des terrains cadastrés 2ème Div. Section A nos 932A2-932X-940B-941-942-944B-948-949-950-951-952A-953D-1352A-1357D-1357C-1358A-1359A ;

Attendu que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité du 5 mai 2014 au 19 mai 2014 ;

Attendu qu'une réclamation a été introduite par la S.A. Elia Asset pour les raisons ci-après :

- Respect des consignes de sécurité pour travaux à proximité des liaisons aériennes

Considérant que la réclamation est recevable et fondée ; qu'elle sera de stricte observation durant le chantier ;

Attendu que la Commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité a émis un avis favorable en date du 20 mai 2014 ;

Attendu que le rapport du Service régional d'Incendie, daté du 15 mai 2014, est libellé et motivé comme suit :

« Ce rapport concerne l'aménagement des voiries de la Zone d'Activité Economique Industrielle de Aye et en particulier celui des bassins d'orage quant à leurs capacités en eau utilisables par le Service d'Incendie vu le tracé d'implantation d'un très grand bâtiment sur la zone PF 3.

Ces différents points ont été discutés lors d'une réunion de travail dans les bureaux du Service d'Incendie le 6 mai 2014 en présence de Monsieur Constant représentant le Groupe Idelux-Aive.

- 1) *L'accessibilité au niveau des voiries et rond-point n'appelle pas de remarque.*
- 2) *La réserve d'eau utilisable dans les bassins n°2 B et 2C sera d'au moins 1500 m³.*
- 3) *La réserve d'eau utilisable dans le bassin n°1 sera d'au moins 800 m³.*
- 4) *Les zones d'accès aux différentes réserves d'eau devront être empierrées, d'une largeur de 6 m, d'une capacité portante de 13 tonnes par essieu et dont la pente ne pourra dépasser 6 %.*

5) Nous rappelons que les bornes d'incendie doivent débiter 60 m³ par heure pendant 2 heures.

6) Le Service d'Incendie demande à être consulté dans le cadre où les zones PF1 et PF2 seraient morcelées quant à leurs accessibilités (voiries intérieures) et leurs réserves en eau en fonction de leurs destinations.

En conclusion : Le Service d'Incendie remet un avis favorable par rapport à ce dossier pour autant que les différentes remarques reprises ci-dessus soient respectées dans leur intégralité. »

Attendu que l'avis du Service Technique Communal, daté du 21 mai 2014, est favorable ;

Attendu que la S.W.D.E., sollicitée en tant que riverain, a transmis sa réclamation hors délai de l'enquête publique ; qu'elle souhaite que toutes les précautions nécessaires soient prises, notamment en ce qui concerne le stockage des hydrocarbures, le parage des engins de chantier et le rejet des eaux usées, afin d'éviter toute contamination lors de l'exécution des travaux ;

Attendu que ORES, sollicité en tant que riverain, a transmis sa réclamation hors délai de l'enquête publique ; qu'il signale la présence de réseaux électriques haute tension et basse tension souterrain ; qu'il demande au maître d'œuvre, lors de la réalisation de travaux de terrassement en dehors du domaine privé, de se fournir les plans des différents impétrants présents dans le périmètre du chantier via le portail « klim-cicc » (www.klim-cicc.be) ou par courrier auprès de leur bureau administratif technique et dessin, rue Feher, 14, à Aye ;

Considérant que l'aménagement de cette zone s'inscrit dans le développement de l'activité économique et industrielle aux alentours de la ville de Marche ; que celui-ci se réalise dans une zone prévue à cet effet au Plan de Secteur et au Schéma de Structure Communal ;

Considérant que le projet ne compromet pas le bon aménagement des lieux et qu'il favorisera le bon accueil d'activités économiques et industrielles en périphérie de la ville de Marche ; que ces activités participeront au bon développement de la Commune ;

DECIDE A L'UNANIMITE

1. D'autoriser les actes et travaux précités.

2. De charger le Collège Communal de prévoir toutes les charges et impositions nécessaires à la bonne exécution dudit projet.

3. La présente est notifiée :

- à Monsieur le Fonctionnaire délégué;
- à Monsieur Alain LERICHE, Directeur des Travaux, pour bonne suite voulue.